

UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN

Institut des Sciences du Travail



Rapport annuel sur la concertation et la négociation

Projet V/001/97

**Les organisations d'employeurs et de salariés dans le
secteur de la production et de la distribution d'électricité
au sein de l'UE**

Rapport final

- Juillet 2001 -

Recherche menée pour la DG Emploi et affaires sociales de la Commission des
Communautés Européennes

Rédaction

Pascale IAROSSO, Pierre WALTHERY, chercheurs, Institut des Sciences du Travail, Université Catholique de Louvain

Équipe de recherche

Armand SPINEUX, Professeur, Président de l'IST

Évelyne LÉONARD, Professeur

Philippe BARRÉ, Assistant

Xavier LELOUP, Assistant

Coordination administrative

Marie GILOT et Marie-Anne SAUSSU

Réseau d'experts nationaux

Allemagne	Dieter SADOWSKI – Sabine LINDENTHAL – Matthias SCHMITT – Susanne VAUDT – Sergi VILA – Universität Trier.
Autriche	Franz TRAXLER – Institut für Soziologie – Universität Wien.
Belgique	Jean Vandewattyne
Danemark	Jesper DUE, Carsten JORGENSEN – FAOS – Department of Sociology – University of Copenhagen
Espagne	Ramon de ALOS - Universitat Autònoma de Barcelona – Grup d'Estudis Sociològic sobre la Vida Quotidiana i el Treball. – Esperanza ROQUERO – Universidad Complutense de Madrid
Finlande	Timo KAUPPINEN – European Observatory on Industrial Relations (EIRO) – Dublin.
France	Jean-Michel PLASSARD – Université des Sciences Sociales de Toulouse – Laboratoire Interdisciplinaire de recherche sur les Ressources Humaines et l'Emploi (LIRHE).
Grèce	Aliki MOURIKI – National Center for Social Research – Athens.
Irlande	John GEARY – Enda HANNON – University College Dublin – Graduate Business School – Centre for Employment Relations and Organisational Performance.
Italie	Franca ALACEVICH – Luigi BURRONI Università degli studi di Firenze – Dipartimento di scienza della politica e sociologia politica.
Luxembourg	Franz CLEMENT – Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Economiques (CEPS – INSTEAD).
Pays-Bas	Jelle VISSER – Marc VAN DER MEER – Hester BENEDICTUS – University of Amsterdam – Department of Sociology.
Portugal	Marinus PIRES DE LIMA – Raquel REGO – Universidade de Lisboa – Instituto de Ciências Sociais – Instituto Superior de Ciências do Trabalho e da Empresa (ISCTE).
Royaume-Uni	Paul THOMPSON – E-Reward
Suède	Dominique ANXO – Center for European Labour Market Studies (CELMS) – Department of Economics – Göteborg University.

Remarque importante

Le contenu de la présente publication ne reflète pas nécessairement l'avis de la Direction Générale de l'Emploi et des Affaires sociales de la Commission européenne. Cette étude a été réalisée par des experts indépendants et son contenu n'engage en rien la responsabilité de la Commission. Par ailleurs, les organisations européennes concernées ont eu la possibilité de faire des remarques sur le contenu de l'étude avant sa version définitive.

Disclaimer

The contents of this publication do not necessarily reflect the opinion or position of the European Commission, Directorate-General Employment and Social Affairs. This study has been carried out by independent experts. It therefore does not involve the Commission's responsibility in any way. The European organisations subject of this study have had the opportunity to comment on the content of this study before its final approval.

Table des matières

1. Introduction	4
2. Le secteur de la production et de la distribution d'électricité au sein de l'UE	8
3. Les acteurs	10
3.1 Les employeurs : Union de l'industrie électrique –EURELECTRIC	10
3.2 European Mine, Chemical and Energy Workers' Federation –EMCEF	15
3.3 La European Federation of Public Service Unions –EPSU	18
4. National summaries	
4.1 Austria	22
4.2 Belgium	23
4.3 Denmark	25
4.4 Finland	27
4.5 France	29
4.6 Germany	31
4.7 Greece	33
4.8 Ireland	34
4.9 Italy	36
4.10 Luxembourg	38
4.11 Netherlands	39
4.12 Portugal	41
4.13 Spain	42
4.14 Sweden	43
4.15 United Kingdom	44
5. Annexes	45

1. Introduction

Le présent document constitue le onzième rapport issu de l'étude commandée à l'initiative des services de la Commission Européenne, Direction Générale Emploi et affaires sociales, à l'Institut des Sciences du Travail de l'Université Catholique de Louvain (IST), à la suite de l'appel d'offre n°V/001/97. Ce rapport a pour objet de fournir à la Commission des éléments empiriques permettant d'apprécier la représentativité institutionnelle des organisations européennes d'employeurs et de salariés dans le secteur de la production et de la distribution d'électricité au sein des 15 États membres de l'UE. Il fait suite à d'autres travaux, portant sur le même thème mais centrés notamment sur les organisations reconnues comme « partenaires sociales » pour le niveau intersectoriel dans chaque pays de l'UE, des organisations affiliées à la CEC¹ et à Eurocadres, des organisations signant les conventions collectives pour le secteur de la construction, du textile, du commerce, des transports, des banques et assurances. Prochainement, nous aborderons notamment les secteurs de l'agriculture, le secteur public local et l'HORECA.

Le contexte

La Commission Européenne avait déterminé en 1993 dans une Communication² trois critères déterminant l'accès des organisations d'employeurs et de salariés au processus de consultation établi par l'article 3 de l'Accord sur la Politique Sociale. Ainsi, les organisations devraient: «(1) être interprofessionnelles, sectorielles ou catégorielles et être organisées au niveau européen; (2) être composées d'organisations elles-mêmes reconnues comme faisant partie intégrante des structures des partenaires sociaux des États membres et avoir la capacité de négocier des accords et être, dans la mesure du possible, représentatives dans tous les États membres; (3) disposer de structures adéquates leur permettant de participer de manière efficace au processus de consultation³».

Par la suite, en 1998⁴, une nouvelle communication créait le concept de « comité de dialogue sectoriel », destinés à remplacer les *comités paritaires* et *groupes de travail informels* existants et qui constituaient jusque là le lieu des relations sectorielles instituée entre employeurs et salariés au plan européen. Le rôle de ces derniers est, à l'heure actuelle, essentiellement de consultation, sans préjuger d'une extension future de celui-ci comme ce fut le cas au plan interprofessionnel. En ce qui concerne l'étendue de leurs compétences, « *Les Comités : sont consultés sur les développements au niveau communautaire ayant une incidence sociale ; et développent et favorisent le dialogue social au niveau sectoriel*⁵ ».

La constitution de ces comités constitue donc une extension du processus de dialogue social au niveau sectoriel européen, tout en s'appuyant sur une démarche existante. Avant la communication de la Commission, 9 comités paritaires et 11 groupes informels avaient vu le jour. Au premier février 1999, 21

¹ Confédération Européenne des Cadres.

² COM(93) 600 final du 14 décembre 1993, Communication de la Commission concernant la mise en œuvre du Protocole sur la politique sociale présentée par la Commission au Conseil et au Parlement européen, Luxembourg, Office des Publications Officielles des Communautés Européennes, §24

³ Pour une discussion plus approfondie de ces critères, nous renvoyons à la première étude, portant sur les organisations d'employeurs et de salariés au niveau « interprofessionnel »

⁴ Communication de la Commission concernant la mise en œuvre du Protocole sur la politique sociale présentée par la Commission au Conseil et au Parlement européen *Adapter le Dialogue social au niveau communautaire*, COM(98)-322 du 20 mai 1998., Luxembourg, Office des Publications Officielles des Communautés Européennes Annexe II

⁵ Ibidem, §2.

demandes en provenance d'organisations d'employeurs et de salariés étaient parvenues à la Commission⁶, dans des secteurs aussi divers que l'agriculture, le transport routier, les services postaux, le commerce, l'HORECA...

En ce qui concerne les conditions d'accès pour les organisations d'employeurs et de salariés qui pourraient être amenées à faire partie de ces comités et/ou introduire une demande conjointe pour leur constitution, elles renvoient comme pour le niveau intersectoriel à la notion de représentativité, et sont largement similaires à celles énoncées plus haut dans le cadre de la communication de 1993. Les organisations doivent ainsi :

«(1) appartenir à des secteurs ou des catégories spécifiques et être organisées au niveau européen; (2) être composées d'organisations elles-mêmes reconnues comme faisant partie intégrante des structures des partenaires sociaux des États membres et avoir la capacité de négocier des accords et être, représentatives dans plusieurs États membres; (3) disposer de structures adéquates leur permettant de participer de manière efficace au processus de consultation⁷»

Comme on peut le constater, les changements portent sur la disparition des exigences concernant le caractère interprofessionnel des organisations, leur implantation dans l'ensemble des États membres, même si elles n'étaient pas formulées de manière très contraignante, les nouvelles contraintes ne requièrent désormais que les organisations d'employeurs ou de salariés doivent seulement être représentatives dans *plusieurs* d'entre eux. A terme, cet assouplissement de la condition d'implantation pourrait poser un problème de démarcation, dans la mesure où aucun critère précisant un nombre minimal d'États membres n'est présenté pour la mettre en œuvre. Pour une discussion plus approfondie de ces critères et des problèmes qu'ils peuvent poser, nous renvoyons à la première étude réalisée dans ce cadre⁸.

Nous tenons néanmoins à rappeler qu'il est bien entendu que dans le cadre du rapport de l'IST, ne seront examinées que *les conséquences institutionnelles* découlant de la représentativité reconnue ou non reconnue, des membres affiliés à une organisation européenne. Aussi bien théoriquement qu'en regard des différentes traditions nationales en la matière, la représentativité, ou plus exactement la *reconnaissance de la légitimité d'une organisation de partenaires sociaux* à négocier des conventions collectives ou à participer à l'élaboration de politiques sociales ou du marché du travail, peut s'interpréter d'une multitude de manières, qui vont de la capacité de mobilisation effective de la base militante, à des seuils quantitatifs liés aux résultats des élections sociales, en passant par les systèmes de reconnaissance mutuelle au sens strict où aucun critère ne se trouve défini. Ces différents systèmes de reconnaissance et l'étendue des problèmes de définition qu'ils peuvent poser au sein de chaque espace national feront l'objet d'une analyse comparative au cours de cette année.

⁶ Source : Weber T, *New era in sectoral social dialogue takes shape*, in EIRO online, Dublin, European Foundation for the Improvement of living and working conditions, 1998 (<http://www.eiro.eurofound.ie/1999/02/features/eu9902150f.html>).

⁷ COM(98)322 du 20 mai 1998, §1.

⁸ Spineux A, Walthéry P. et al, *Rapport sur la représentativité des organisations européennes de partenaires sociaux*, Rapport coordonné par l'Institut des Sciences du Travail de Université Catholique de Louvain – pour le compte de la Direction Générale Emploi, Relations industrielles et Affaires sociales de la Commission Européenne, Louvain-la-Neuve, 1998, pp.3-7.

La démarche

Dans ce contexte donc, l'objet de la recherche consistera notamment, pour les comités sectoriels existants, à fournir des éléments empiriques permettant d'apprécier la représentativité institutionnelle des organisations qui les composent au sein des différents États membres, en fonction des trois critères précités. Plus particulièrement, le présent rapport examinera les organisations d'employeurs et de salariés ayant introduit une demande de création de comité de dialogue social pour le secteur de l'électricité. Dans l'état actuel de nos connaissances, seules trois organisations (deux pour les salariés et une pour les employeurs) ont introduit une demande afin d'initier un processus de dialogue social dans ce secteur au plan européen. Au plan national, et pour tenir compte de la diversité des différents mécanismes de reconnaissance, ne seront prises en compte que les organisations qui *participent à la négociation collective* et donc qui d'une manière ou d'une autre jouissent de la reconnaissance ad hoc au sein des secteurs mentionnés. La seule exception à cette règle réside dans les organisations affiliées à l'une ou l'autre fédération européenne directement objet de notre étude.

Il est toutefois important de noter que pour quelques pays, le niveau sectoriel ne constitue pas du tout, ou pas principalement le niveau dominant de la négociation collective, et que ce canevas a dû être adapté. Au Royaume-Uni, et dans une moindre mesure en Irlande, l'essentiel de la négociation collective se déroule au niveau de l'entreprise. En Irlande toutefois, l'existence de *Joint Industrial Councils* et *Joint industrial Committees* qui fixent pour certaines catégories d'entreprises ou de travailleurs, les conditions minimales de travail et de salaire, et au sein desquels siègent les principales organisations d'employeurs et de salariés qui par ailleurs coordonnent la négociation d'entreprise, permettent de circonscrire le problème en donnant des indications sur l'importance de la reconnaissance dont elles font l'objet. Pour le cas britannique, une marge d'appréciation plus importante a été laissée aux équipes de chercheurs pour apprécier les principales organisations qui coordonnent la négociation d'entreprise. Enfin, en Grèce, la négociation de secteur ne possède qu'une tradition récente, les niveaux professionnel (catégoriel) et/ou locaux jouant un rôle prépondérant. Toutefois, un cadre institutionnel existe, et des conventions collectives sont négociées au niveau des secteurs depuis le début des années 1990, qui permet d'identifier les principaux acteurs à ce niveau, même s'il demeure marginal. Mise à part cette exception, toutes les organisations, quelle que soit leur importance, mais qui ne signent pas de conventions collectives ne sont PAS reprises dans ce rapport.

A l'inverse, la liste des organisations nationales étudiées ne se limite pas aux seuls membres des organisations européennes qui ont présenté une demande conjointe de création d'un comité de dialogue social sectoriel. Dans la mesure du possible et des informations disponibles, nous abordons l'intégralité des acteurs de la négociation collective pour les secteurs abordés, ceci permettant de tracer « la carte » de la négociation collective pour chacun des pays membres.

Le dispositif

Pour les besoins de cette recherche, un réseau de 15 experts universitaires européens⁹, indépendants aussi bien de la Commission Européenne que des partenaires sociaux a été constitué. Celui-ci est chargé de réaliser un rapport élaboré à partir d'un canevas commun sur les organisations correspondant aux critères ci-dessus au sein de chaque État membre. L'équipe de coordination de l'IST à son tour compile les informations recueillies dans une perspective d'analyse comparative. Une constante collaboration est prévue entre l'équipe de coordination et les experts nationaux. L'objectif du processus ainsi mis en œuvre

⁹ Voir liste plus haut.

est d'effectuer simultanément une approche « par le haut » au niveau européen, et « par le bas » au niveau des États Membres. L'IST rassemble en outre des informations directement auprès de chaque organisation européenne étudiée. Le rapport fait ensuite l'objet d'une double vérification, par les services de la Commission, et par les organisations européennes étudiées elles-mêmes, avant d'être approuvé.

Pour mémoire, il est bon de rappeler qu'aussi bien l'équipe de l'IST, chargée de la coordination du travail et de la rédaction de synthèses et analyses comparatives, que les 15 experts nationaux, tiennent à réaffirmer leur plus totale indépendance quant aux conséquences politiques et aux décisions qui pourraient être tirées de la présente étude, leur rôle se bornant à apporter un maximum d'éléments permettant de rendre intelligible et de documenter les trois critères de représentativité définis par la Commission Européenne.

Ensuite, la structure du rapport suivra le cheminement suivant. Dans un premier temps, nous nous livrerons à quelques considérations relatives au secteur et aux différences pouvant exister d'un pays à l'autre de l'UE quant à la négociation collective. Ensuite, nous présenterons les caractéristiques des membres affiliés aux deux organisations étudiées, en examinant pour chacune d'entre elles :

Éléments quantitatifs de représentativité

- ˆ *Organisations d'employeurs* : nombre d'organisations affiliées ; d'entreprises membres ; salariés employés dans ces entreprises, taux d'affiliation calculé sur le nombre de salariés ; si nécessaire, précision des caractéristiques particulières de l'organisation et de ses membres (PME, etc...).
- ˆ *Organisations de salariés* : nombre d'organisations affiliées ; de salariés membres ; taux d'affiliation ; type de salariés affiliés (cols blancs/cols bleus, cadres ou professions qualifiées).

Reconnaissance

- ˆ L'organisation participe-t-elle à la négociation collective, la consultation (avec les pouvoirs publics), et la gestion conjointe de fonds sectoriels ?
- ˆ Contestation de la représentativité : en cas d'évènements particuliers (émergence de nouvelles organisations contestant celles déjà implantées dans le secteur, affaiblissement significatif du nombre d'affiliés, etc...), l'expert décrira brièvement la problématique, ses enjeux et les tendances à l'œuvre.

Affiliations nationales, européennes, et internationales

- ˆ Liste des organisations nationales de niveau supérieur auxquelles l'organisation est affiliée directement et indirectement.
- ˆ Liste des organisations européennes auxquelles l'organisation est affiliée directement et indirectement.
- ˆ Liste des organisations internationales auxquelles l'organisation est affiliée directement et indirectement.

Enfin, nous présenterons pour chacun des États membres, une synthèse des organisations présentes et une description plus détaillée de leurs caractéristiques.

2. Le secteur de la production et de la distribution d'électricité au sein de l'UE.

2.1 les activités comprises dans le secteur

L'activité conventionnelle du secteur englobe toutes les activités comprises dans la catégorie NACE 401 soit les activités de *production et de distribution d'électricité*. Les électriciens ou le placement des systèmes électriques ne relèvent pas de ce secteur et ne sont pas étudiées dans ce rapport.

L'organisation d'employeurs *Union of the Electricity Industry –EURELECTRIC* présente dans le Comité de Dialogue social, couvre les entreprises actives dans la production et la distribution d'électricité et comprend un membre dans chaque pays de l'Union européenne à l'exception de l'Italie et du Luxembourg qui en comptent deux.

En 1996, le Conseil des Ministres et le Parlement européen ont adopté une directive¹⁰, entrée en vigueur en février 1999, chargée de promouvoir l'ouverture des marchés à la concurrence. Cette directive impose un degré d'ouverture à la concurrence d'approximativement 25.37%. Cette politique d'ouverture ainsi qu'une vague de privatisation et de restructuration, ont ensemble contribué à modifier le secteur de l'électricité, bien qu'à des degrés divers dans chaque pays membre. La Finlande, la Suède, le Royaume-Uni et le Danemark connaissent une ouverture de leur marché de 100% alors que la France et l'Espagne par exemple, sont les plus réticents. Les organisations d'employés ont rapidement mis en avant les implications sociales de la libéralisation et de l'ouverture du marché ainsi que souligné la nécessité de rendre « le plus socialement acceptable » les processus de restructuration en marche dans chaque État membre¹¹.

On compte approximativement 750.000 salariés dans le secteur de la production et de la distribution d'électricité¹².

2.2 Les catégories de salariés

Deux organisations représentent les intérêts des salariés du secteur. Il s'agit de la *European Mine, Chemical and Energy Workers' Federation –EMCEF* et de la *European Federation of Public Service Unions –EPSU*. L'EMCEF est une organisation de salariés propre au secteur de l'énergie. L'EPSU représente les intérêts des salariés des entreprises publiques et privées du secteur énergétique, et plus généralement, des salariés du secteur public en Europe.

2.3 L'activité conventionnelle

En Belgique, en Finlande, en France, en Grèce, aux Pays-Bas et au Portugal, les conventions collectives couvrent l'ensemble du secteur. En Irlande, au Luxembourg, en Espagne et au Royaume-Uni, seuls des accords d'entreprises régulent le secteur. Dans les autres pays, Autriche, Danemark, Allemagne, Italie et Suède, on trouve, à côté des conventions collectives, des accords négociés au sein des entreprises présentes dans le secteur.

¹⁰ Directive 96/92/EC du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996, JO n° L027, 30/01/1997, pp.0020-0029.

¹¹ Source : Interview avec JP Klapuch, EMCEF, avril 2001.

¹² Source : Interview avec Lars Peter Svan, Eurelectric, avril 2001.

2.4 Le Comité de dialogue social sectoriel

Le Comité de dialogue social sectoriel est composé de *EURELECTRIC* pour les employeurs, *EMCEF* et *EPSU* pour les salariés. Un dialogue informel entre *EURELECTRIC* pour les employeurs et *EMCEF* et *EPSU* pour les salariés, existe depuis 1995. En 1996, les partenaires sociaux ont d'ailleurs dans ce cadre adopté un document commun. En 1998, ces trois organisations décident de formaliser les contacts et les discussions et de les intégrer au sein d'un Comité de dialogue social sectoriel. Plus récemment, les trois organisations européennes ont mis sur pied en janvier 1999 une table ronde dans le but d'échanger leurs opinions sur les implications et l'impact de libéralisation et la restructuration des entreprises électriques sur les travailleurs du secteur. Le 27 Novembre 2000, les partenaires sociaux ont adopté, dans le cadre du Comité de dialogue social du secteur de l'électricité, une déclaration commune dans laquelle tant *EURELECTRIC* que *EMCEF* et *EPSU*, soulignent les implications de l'ouverture à la concurrence et de l'intégration des marchés de l'électricité¹³.

2.5 Remarques méthodologiques

Nous attirons l'attention sur les données quantitatives et la diversité de leurs sources. À côté des chiffres fournis par notre réseau d'experts nationaux, figurent non seulement des informations fournies par les organisations nationales ou européennes ou encore d'autres organismes mais également des estimations élaborées par l'IST sur base des données disponibles. Ces estimations sont à manipuler avec la plus grande précaution et ne doivent servir qu'à procurer une vision plus globale de l'emploi ou encore des affiliations syndicales au niveau sectoriel. La base de calcul de ces estimations ainsi que les sources des autres informations sont fournies dans chaque synthèse nationale. Les différentes typologies utilisées servent à distinguer et clarifier l'origine de chacune des données :

- **GRAS** : données de l'expert national
- **GRAS ITALIQUE** : données fournies par les organisations européennes ou d'autres organismes
- **ITALIQUE** : estimations établies sur base des données disponibles.

La colonne « salariés » figurant dans tous les tableaux, à côté de la colonne « pays » exprime le nombre de salariés de l'ensemble du secteur.

En vue d'une meilleure maniabilité du document, les synthèses nationales sont en anglais. Dans ce cas, l'acronyme CB signifie *collective bargaining*, l'équivalent en français de NC pour négociation collective.

¹³ Source : Broughton A., *Social partners sign declaration on implications of electricity liberalisation*, in EIRO online, Dublin, European Foundation for the Improvement of living and working conditions, 2001 (<http://www.eiro.eurofound.ie/2001/01/inbrief/eu0101289n.html>) ; Joint declaration of *EURELECTRIC*, *EPSU* and *EMCEF* on the ECOTEC Studyb for the European Commission on the social implications of the internal Electricity Market, (http://www.epsu.org/structures/StandingCommittees/PublicUtilities/socdialog/Eurelectric/JointstatEN.cfm#_edn1)

3. Les acteurs

3.1 Les employeurs : Union of the Electricity Industry –EURELECTRIC

3.1.1 Caractéristiques générales

EURELECTRIC est une association internationale sans but lucratif soumise à la loi belge. Elle a pour objet « d'étudier toute question, notamment sociale, politique, technique, juridique, technique et institutionnelle se rapportant directement ou indirectement à la production, au transport, à la distribution, à la fourniture et à la consommation de l'électricité ou faciliter l'étude de ces questions par ses Membres »¹⁴. EURELECTRIC est le résultat de la fusion entre *International Union of Producers and Distributors of Electrical Energy –UNIPED*, organisation traditionnellement en charge des aspects techniques du secteur de l'électricité et de l'ancienne EURELECTRIC, jusque là en charge des autres aspects. L'organisation EURELECTRIC telle qu'on la connaît aujourd'hui date donc de décembre 1999.

Structure

EURELECTRIC se compose :

- ˆ d'une Assemblée générale, organe suprême de l'organisation, qui regroupe tous les Membres effectifs d'EURELECTRIC et se réunit au moins une fois par an. Elle est notamment compétente pour l'approbation des budgets et des comptes, les modifications des statuts et la dissolution de l'association. Elle est présidée par le Président de l'organisation et chaque membre dispose en son sein d'un nombre de voix proportionnel à sa contribution au budget de l'association¹⁵
- ˆ d'un Conseil d'administration, organe de gestion de l'association, composé d'un représentant par pays, nommé pour une durée de trois ans renouvelables. Il élit le Président et le vice-Président parmi ses membres et nomme le secrétaire général sur proposition du Président¹⁶. Il se réunit « chaque fois que le bon fonctionnement de l'association le nécessite »¹⁷. Le nombre de voix de chaque membre est déterminé en fonction de la contribution de son pays au budget d'EURELECTRIC.
- ˆ d'un Président et d'un vice-Président, élus et nommés parmi les membres du Conseil d'administration. Le Président exerce plusieurs tâches dont celles de préparer et présider les réunions du Conseil, de veiller à la mise en œuvre de ses décisions, de contrôler l'activité du secrétariat, de représenter l'association en justice¹⁸
- ˆ d'un Secrétaire général, également nommé par le Conseil sur proposition du Président, pour une durée de trois ans. Il veille « au fonctionnement efficace de la structure opérationnelle de EURELECTRIC et coordonne son activité »¹⁹. Il rend compte au Président de l'organisation.

¹⁴ Source : Statuts de EURELECTRIC, art.2, décembre 1999.

¹⁵ Source ; Statuts de EURELECTRIC, art.5, décembre 1999.

¹⁶ Source : Idem, art.6.

¹⁷ Source : Idem. art.7.

¹⁸ Source : Règlement d'ordre intérieur d'EURELECTRIC, art.8.

¹⁹ Source : Idem., art. 9.

3.1.2 Base de représentativité

Nombre de membres

Pays	Salariés	Dénomination	Salariés	Entreprises	Densité*	Affiliations nationales	Affiliations indirectes	internationales	–
Allemagne	251.883	<u>VDEW</u>	170.000	752	67.4%	Non	EURELECTRIC, CEEP		
Autriche	25.000	<u>VEÖ(II)</u>	23.750	143	95%	Non	EURELECTRIC, CEEP		
Belgique	16.000	ELECTRABEL	14.000	1	87.5%	UEGB, FEB	EURELECTRIC, UNICE		
Danemark	10.435	<u>DEF</u>	9.189	14	88%	DI	EURELECTRIC, UNICE		
Espagne	43.400	<u>UNESA</u>	30.000	4	69%	CEOE	EURELECTRIC, ECOBA, FORATOM, UNICE		
Finlande	15.000	<u>FINERGY</u>	9.000	104	100%	TT	EURELECTRIC, UNICE		
France	136.281	EDF	116.000	1	85%	UFE	EURELECTRIC, CEEP		
Grèce	32.900	DEI	32.900	1	100%	NA	EURELECTRIC, CEEP		
Irlande	8.100	ESB	8.000	1	99%	IBEC	EURELECTRIC, UNICE		
Italie	112.891	<u>FEDERLETTRICA</u>	12.400	114	100%	CISPEL	EURELECTRIC, CEEP		
		ENEL	84.051	1	70%	Non	EURELECTRIC		
Luxembourg	700	CEGEDEL	476	1	68%	NA	EURELECTRIC		
		SEO	190	1	27%	NA	EURELECTRIC		
Pays-Bas	35.000	<u>ENERGIENED (I)</u>	35.000	30	100%	Non	EURELECTRIC, CEEP		
Portugal	13.900	EDP	11.620	1	83.5%	AIP, ACP	EURELECTRIC, CEEP		
Royaume-Uni	68.400	EA	NA	30	NA	BI	EURELECTRIC		
Suède	26.000	SWEDELEC	31.000	403	NA	NA	EURELECTRIC		

Notes :

* les calculs de densité effectués par nos soins (Italique) représentent le nombre d'affiliés en rapport avec le nombre total de salariés du secteur.

(I)- ENERGIENED est une organisation qui représente les intérêts généraux de la plupart des entreprises électriques affiliée à WENB, qui elle participe à la conclusion de conventions collectives. Les données spécifiques concernant ENERGIENED ne sont pas disponibles. Les chiffres présents dans ce tableau sont ceux de WENB.

(II)- - VEÖ is a voluntary sectoral employer association. It concludes all collective agreements except those concluded by the Viennese holding for its own companies.

Les membres en **gras souligné** sont des organisations du secteur. Les autres sont des entreprises.

EURELECTRIC comprend 17 membres directs répartis au sein des 15 États membres de l'Union européenne. Ensemble, ces entreprises et organisations membres d'EURELECTRIC englobent près de 600.000 salariés. *Electrabel* en Belgique, *EDF* en France, *DEI* en Grèce, *ESB* en Irlande, *ENEL* en Italie, *SEO* et *CEGEDEL* au Luxembourg, *EDP* au Portugal, *EA* au Royaume-Uni et *Swedelec* en Suède sont des entreprises et non des organisations d'employeurs.

Contestation de représentativité

Organisations et entreprises membres d'EURELECTRIC et leur implication dans la négociation d'accord :

Pays	Salariés	Dénomination	Salariés	Entreprises	Densité*	Négociation
ORGANISATIONS						
Allemagne	251.883	<u>VDEW (I)</u>	170.000	752	67.4%	Non
Autriche	25.000	<u>VEÖ</u>	23.750	143	95%	CC
Danemark	10.435	<u>DEF(I)</u>	9.189	14	88%	Non
Espagne	43.400	<u>UNESA(I)</u>	30.000	4	69%	Non
Finlande	15.000	<u>FINERGY</u>	9.000	104	100%	CC
Italie	112.891	<u>FEDERLETRICA</u>	12.400	114	100%	CC
Pays-Bas	35.000	<u>ENERGIENED(I)</u>	35.000	30	100%	Non
Royaume-Uni	68.400	<u>EA (I)</u>	NA	30	NA	Non
ENTREPRISES						
Belgique	16.000	ELECTRABEL	14.000	1	87.5%	Oui(II)
France	136.281	EDF	116.000	1	85%	Oui
Grèce	32.900	DEI	32.900	1	100%	Oui
Irlande	8.100	ESB	8.000	1	99%	Oui
Italie	112.891	ENEL	84.051	1	70%	Oui
Luxembourg	700	CEGEDEL	476	1	68%	Oui
		SEO	190	1	27%	Oui
Portugal	13.900	EDP	11.620	1	83.5%	Oui
Suède	26.000	SWEDELEC	31.000	403	NA	Non

Notes :

(I)- Ces organisations représentent les intérêts généraux des entreprises du secteur mais ne sont pas impliquées dans l'activité conventionnelle.

(II) Formellement, les négociations n'ont pas lieu au sein d'Electrabel mais bien entre l'Union des exploitations électriques et gazières en Belgique –UEGB et la contrepartie syndicale. Dans les faits, Electrabel est la seule entreprise membre de l'UEGB..

1. Les membres d'EURELECTRIC sont présents dans tous les pays de l'Union européenne. Parmi les 17 membres, 10 sont des entreprises et non des organisations d'employeurs. EURELECTRIC possède deux membres en Italie, dont une organisation d'employeurs, et 2 membres au Luxembourg, tous deux des entreprises. Hormis ces exceptions, EURELECTRIC comprend un seul membre dans chaque pays de l'UE.

2. Nous soulignons le cas particulier de la Belgique où l'organisation d'employeurs qui négocie des conventions collectives, l'Union des exploitations électriques et gazières en Belgique –UEGB, ne comprend qu'une seule entreprise *Electrabel*. Il s'agit donc, dans les faits, d'une forme de négociation d'accord en entreprise.

3.1.3 Reconnaissance

1. Parmi les 9 entreprises productrices ou distributrices d'électricité membres de l'organisation européenne, *Swedelec* en Suède est la seule au sein de laquelle aucun accord n'est conclut..

2. Huit membres d'EURELECTRIC sont des organisations d'employeurs dont 3 participent à la négociation collective. Il s'agit de *Federletrica* en Italie, de *VEÖ* en Autriche et *FINERGY* en Finlande. Les cinq autres membres sont des organisations qui représentent les intérêts généraux de leurs membres mais qui ne jouent aucun rôle dans la négociation collective.

3. On constate également la présence d'un certain nombre d'organisations impliquées dans l'activité conventionnelle mais qui ne sont pas membres d'EURELECTRIC.

Organisations impliquées dans l'activité conventionnelle non-membres d'EURELECTRIC :

Pays	Salariés	Dénomination	Entreprises	Salariés	Densité*	NC	Affiliation nationale	Affiliations internationales – indirectes
Allemagne	251.883	VKA	600-900	100.000	>90%	Oui	GÖW, BDA	<i>UNICE</i>
		VEAU	276	120.000	+90%	Oui	GÖW, BDA	<i>UNICE</i>
Belgique	16.000	UEGB	1	14.000	NA	Oui	FEB	<i>UNICE</i>
Danemark	10.435	DI	5.800	NA	NA	Oui	DA	<i>UNICE</i>
Finlande	15.000	ET	35	3.000	100%	Oui	Non	Non
		KT	22	3.000	100%	Oui	Non	Non
France	136.281	UFE	396		NA	Oui		
Italie	112.0891	Assoelettrica	NA(I)	1.900	NA	Oui	Confindustria	<i>UNICE</i>
		UNIEM	NA(II)	400	NA	Oui	Non	Non
Pays-Bas	35.000	WENB	33	35.000	100%	Oui	VNO-NCW, AWWN	<i>UNICE</i>

Ces organisations nationales sont soit affiliées de manière indirecte à l'organisation européenne UNICE via leur organisation centrale nationale, soit ne sont affiliées à aucune organisation européenne. Il n'existe donc pas d'organisation d'employeurs concurrente d'EURELECTRIC dans le secteur de l'électricité.

4. VDEW en Allemagne, VEÖ en Autriche, EDF en France, DEI en Grèce, ENEL en Italie, EDP au Portugal et ENERGIENED au Pays-Bas, sont affiliés à la fois à EURELECTRIC et au *Centre Européen des Entreprises à Participation Publique et des Entreprises d'intérêt Économique Général –CEEP*.

Les salariés

3.2 European Mine, Chemical and Energy Workers' Federation –EMCEF

3.2.1 Caractéristiques générales

L'EMCEF est composée de syndicats indépendants dans les industries des mines, du pétrole, de la chimie, du gaz, de l'énergie, de la pharmacie, du verre, du papier, du traitement des déchets et bien d'autres encore. Nous traitons uniquement sa section énergie dans ce rapport.

L'organisation énonce entre autre dans ses objectifs, sa volonté de « *renforcer la protection des industries...en développant des activités appropriées relatives à l'emploi, la formation professionnelle, l'hygiène et la sécurité sur le lieu de travail et de promouvoir les contacts nécessaires visant...les négociations avec les organisations patronales au niveau européen* »²⁰

Structure

L'EMCEF se compose :

- ˘ du Congrès, organe suprême de l'organisation qui se tient tous les quatre ans. Il est convoqué par le Secrétariat et a pour tâche notamment de ratifier les décisions concernant les affiliations, d'approuver les rapports d'activités et financiers ainsi que de modifier les statuts. Il a également pour fonction d'élire le Président, les six vice-Présidents ainsi que les Commissaires aux comptes²¹
- ˘ de l'Assemblée Générale, qui assume entre deux Congrès « *la responsabilité politique et le pouvoir décisionnel pour toutes les questions importantes* »²². Elle est convoquée une fois par an pour décider entre autre des stratégies pour la mise en œuvre de la politique générale décidée par le Congrès, pour fixer le budget, etc... Elle est composée d'un représentant de chaque affilié, des présidents des Comités sectoriels et intersectoriels, du Président et des six vice-Présidents ainsi que du Secrétaire général
- ˘ du Comité directeur qui comprend le Président, les six vice-Présidents, les présidents des Comités sectoriels et intersectoriels, le Secrétaire général et son adjoint. Il a en charge la mise e œuvre des actions en vue de l'exécution « *des orientations et des décisions prises par le Congrès et l'Assemblée Générale* »²³
- ˘ du Secrétariat qui met en œuvre les décisions de l'Assemblée Générale

A côté de ces organes, il existe également :

- ˘ les Comités sectoriels qui traitent les problèmes spécifiques à chaque industrie et qui étudient les questions de dimension européenne spécifiques à leur secteur
- ˘ les Comités intersectoriels pour traiter des questions telles que les négociations collectives et les relations industrielles de manière horizontale.

L'EMCEF est membre de la Confédération européenne des Syndicats –CES. Elle est de ce fait ouverte à tous les syndicats membres des confédérations affiliées à la CES. Elle collabore également avec l'*International Federation of Chemical, Energy, Mine and General Workers' Union –ICEM*.

²⁰ Statuts de l'EMCEF, art.1^{er}.

²¹ Statuts de l'EMCEF, art.5.

²² Statuts de l'EMCEF, art 6..

²³ Statuts de l'EMCEF, art.7

3.2.2 Base de représentativité

Nombre de membres

Pays	Salariés	Membres	Affiliés	Densité*	NC	Affiliation nationale	Affiliations internationales – indirectes
Allemagne	251.883	IGBCE	20.000	17%	oui	DGB	EMCEF, ICEM, CES
Autriche	25.000	GMT	NA (V)	NA	Oui	ÖGB	EMCEF, CES
Belgique	16.000	CNE	8.201	11.7%	Oui	CSC	EMCEF, CES
		CCMECC(II)	6.400 (I)	NA	Oui	CSC	EMCEF, CES
		SETCa	NA	NA	Oui	FGTB	EMCEF, CES
Danemark	10.435	DEF	1.800	17%	Oui	COIndustri, KTO, LO	EMCEF, EFS, EBTF, ECEM, EMF, UNI, IBTU, CES
		SID	2.500	24%	Oui	COIndustri, KTO, LO	EMCEF, EPSU, ICEM, CES
		DF	NA	NA	NA	LO	EMCEF, CES
Espagne	43.400	FIA	10.000	23%	Oui	UGT	EMCEF, CIOSSL, CES
		FM	7.000	16%	Oui	CCOO	EMCEF, CIOSSL, CES
		IGEKO	900	2%	Non	ELA	EMCEF, CES, EPSU, ISP
Finlande	15.000	SÄHKÖ	4.700	95%	Oui	SAK	EMCEF, CES
		TL	2.000	95%	Oui	STTK	EMCEF, CES
		STL	1.200	95%	Oui	STTK	EMCEF, CES
		Insinoörlitto (III)	NA	NA	Non	YTN, AKAVA	EMCEF, EPSU, CES
		TEK(III)	NA	NA	Non	YTN, AKAVA	EMCEF, EPSU, CES
France	136.281	FCE	25.000	18,34%	Oui	CFDT	EMCEF, IMCEF, CES
		FNME	30.500	22,38	Oui	CGT	EMCEF, EPSU, CES
		FNEM	NA	NA	Oui	FO	EMCEF, EPSU, CES
		FNSPIEG	2.100	1,54%	Oui	CFTC	EMCEF, EPSU, CES
Grèce	32.900	GENOP-DEI	26.000	78%	Oui	GSEE	EMCEF, ICEM, CES
Irlande	8.100	SIPTU	550	6,79	Oui	ICTU	EMCEF, EPSU, CES
Italie	112.891	UILCEM	NA (V)	NA	Oui	UIL	EMCEF, CES
Luxembourg	700	LCGB	NA (V)	NA	Oui	UIL	EMCEF, CES
Pays-Bas	35.000	CNV Bedrijvenbond	NA	NA	Oui	CNV	EMCEF, CES
Portugal	13.900	SINDEL	5.900	50%	Oui	UGT	EMCEF, EPSU, ICEM, ISP, CES
Royaume-Uni	68.400	AEEU	34.000	50%	Oui	TUC	EMCEF, EPSU, IFC, CES
		EMA	13.000	19%	Oui	TUC	EMCEF, CES
		GMB	10.000	14.6%	Oui	TUC	EMCEF, EPSU, CES
		TGWU	5.000	7%	Oui	TUC	EMCEF, EPSU, CES
Suède	26.000	SEF	2.000	>90%	Oui	LO-S	EMCEF, IMCEF, CES
		SEKO	6.000	90%	Oui	LO-S	EMCEF, EPSU, IMCEF, CES
		SIF	6.400	>80%	Oui	TCO	EMCEF, UNI-Europa, CES, EUROCADRES
		CF.	980	80-90%	Oui	SACO	EMCEF, CES, EUROCADRES

Notes : * les calculs de densité effectués par nos soins (en italique dans le tableau) représentent le nombre d'affiliés au regard du nombre total de salariés du secteur. (I) Aucune donnée disponible à propos de CCMECC. Par contre, la FEG, affiliée au CCMECC, comprend 6.400 membres. (II) La coopération entre CCMEC et LBC-NVK, deux syndicats affiliés à l'EMCEF, a donné lieu la FEG, la *Fédération des électriciens et des gaziers* (III) *INSINÖÖRLITTO* and *TEKNIKAN AKATEEMISTEN LIITTO – TEK* sont deux membres de l'EMCEF. Ils ne sont impliqués dans la négociation collective que via une autre organisation, YTN, laquelle négocie des conventions collectives. (IV) *Federazione Italiana Lavoratori Chimici e Affini –FILCEA –CGIL* est affiliée à l'EMCEF mais ne figure pas dans ce tableau car ne possède aucun membre dans le secteur de l'électricité. (V) les données spécifiques au seul secteur ne sont pas disponibles. Pour plus d'informations se référer à la synthèse nationale

L'EMCEF compte 35 membres répartis au sein des 15 États membres de l'Union européenne. Le nombre total d'affiliés est approximativement de 300.000 salariés²⁴.

Contestation de la représentativité

Parmi les 35 membres de l'EMCEF, seuls 4 ne jouent aucun rôle dans la négociation. Il s'agit de *IGEKO*, syndicat basque en Espagne, de *FILCEA* en Italie et de *Insinoörlitto* et *TEK* en Finlande, 2 syndicats comprenant peu de membres dans le secteur de l'électricité. En d'autres mots, la grande majorité des intérêts du secteur sont représentés par des organisations syndicales affiliées à l'EMCEF et qui participent à la conclusion d'accords.

3.2.3 Reconnaissance

1. Comme nous venons de le voir, la plupart des membres de l'EMCEF participent à la conclusion de conventions collectives ou sont impliqués dans la négociation d'accords. Nous soulignons le fait que certains membres de l'EMCEF soient également affiliés à l'autre organisation européenne présente dans le secteur, l'EPSU, et sans préjudicier la représentativité de l'une ou l'autre organisation. Il s'agit de SiD au Danemark, de *Insinoörlitto* et *TEK* en Finlande, de FNME et FNSPIEG en France, SIPTU en Irlande, SINDEL au Portugal, AEEU, GMB et TGWU au Royaume-Uni et en SEKO en Suède.

2. Un grand nombre d'organisations de salariés sont également affiliées à la *Confédération européenne des Syndicats –CES* via leur organisation centrale nationale.

3.2.4 Présence internationale

L'EMCEF n'est pas à proprement parler affiliée à une organisation internationale bien qu'elle collabore étroitement avec l'*International Federation of Chemical, Energy, Mine and General Workers' Union –ICEM*, sorte d'organisation sœur au niveau international.

²⁴ Selon nos calculs, il y aurait 230.000 salariés sans tenir compte des données manquantes dans certains pays.

3.3 European Federation of Public Service Unions –EPSU

3.3.1 Caractéristiques générales

La European Federation of Public Service Unions –EPSU a pour objectif général de « *promouvoir les intérêts des salariés du secteur public et de leur syndicats en Europe* ». L'EPSU entend également « *développer des systèmes de relations industrielles plus appropriées aux employés des services publics en vue d'aboutir à la négociation d'accords au niveau européen* ». L'EPSU coopère avec l'organisation internationale des services publics *Public Services International –PSI* et est une fédération de la *Confédération européenne des syndicats –CES*²⁵ de sorte que tous les syndicats des services publics affiliés aux confédérations nationales membres de la CES sont membres de l'EPSU.

Structure

L'EPSU se compose :

- ˆ d'un Congrès, organe suprême de l'EPSU, qui se réunit au moins une fois tous les quatre ans²⁶. Chaque syndicat membre est représenté par un certain nombre de délégués déterminé au prorata du nombre de salariés affiliés à ce syndicat. Le Congrès élit le Président, le Secrétaire général, les membres du Comité exécutif, du Comité de pilotage ainsi que deux auditeurs²⁷
- ˆ d'un Comité exécutif en charge des affaires courantes entre deux Congrès, comprenant le Président, les deux Vice-présidents, le Secrétaire général, le secrétaire député général, ainsi que certains membres selon des règles précises établies²⁸ pour une durée de quatre ans. Le Comité exécutif a entre autre comme fonction d'approuver le budget, de prendre les décisions concernant les affiliations ainsi que de déterminer les mandats dans le dialogue social sectoriel et intersectoriels²⁹. Il peut également décider de mettre sur pied des groupes de travail traitant des questions particulières³⁰
- ˆ d'un Comité de pilotage, se réunissant au moins deux fois par an et composé du Président, des vice-présidents, du Secrétaire général, du Secrétaire député général ainsi que de certains membres du Comité exécutif³¹. Il détermine les actes à poser à court et moyen terme, en vue de mettre en œuvre les politiques décidées par le Comité exécutif³²
- ˆ d'un Président, élu par le Congrès pour un terme de quatre ans³³
- ˆ d'un Secrétaire général, élu pour quatre ans par le Congrès. Il est chargé de la gestion des affaires courantes selon les recommandations du Comité exécutif et du Congrès. Il représente l'EPSU auprès de la CES.

²⁵ Statuts de l'EPSU, art. 1, *Nom et structure*.

²⁶ Statuts de l'EPSU, art. 4.2.

²⁷ Statuts de l'EPSU, art. 4.2.7.

²⁸ Statuts de l'EPSU, art. 4.3.2.

²⁹ Statuts de l'EPSU, art. 4.3.1.

³⁰ Statuts de l'EPSU, art.4.8.

³¹ Statuts de l'EPSU, art.4.4.3.

³² Statuts de l'EPSU, art. 4.4.1 et 4.4.2.

³³ idem, art. 4.5.

3.3.2 Base de représentativité

Nombre de membres

Pays	Salariés	Membres	Affiliés	Densité*	NC	Affiliation nationale	Affiliations indirectes	internationales	–
Allemagne	251.883	Ver.di	108.000	43%	Oui	DGB	EPSU, UNI-Europa, CES, ISP		
Autriche	25.000	GdG	NA	99%	Oui	ÖGB	EPSU, CES		
Belgique	16.000	Gazelco	5.000	40.27%	Oui	CGSP, FGTB	EPSU, CES, ISP		
		ALR	NA	NA	Oui	CGSP, FGTB	EPSU, CES, ISP		
Danemark	10.435	SiD	2.500	24%	Oui	COIndustri, KTO, LO	EPSU, EMCEF, ICEM, CES		
		DM	1.000	10%	Oui	COIndustri, KTO, LO	EPSU, EMF, IMF, CES		
		TL	516	5%	Oui	COIndustri, KTO, GIMFK, LO ^{STK}	EPSU, CES, UNI, ISP		
		FOA	150	1.44%	Oui	KTO, LO, DKK	EPSU, CES, IPS		
Espagne	43.400	IGEKO –ELA	900	2%	Oui	ELA/STV	EPSU, EMCEF, CES, ISP		
Finlande	15.000	KTV	2.100	95%	Oui	SAK	EPSU, CES, ISP		
		KVL	100	95%	Oui	STTK	EPSU, CES, ISP		
		YTN	300	95%	Oui	AKAVA	EPSU, CES, ISP		
France	136.281	FNSPIEG	2.100	1,54%	Oui	CFTC	EPSU, EMCEF, CES		
		FNEM	NA	NA	Oui	FO	EMCEF, EPSU, CES, ISP		
		FNME	30.500	22.3%	Oui	CGT	EPSU, EMCEF, CES, ISP		
Grèce	32.900	Pas de membres							
Irlande	8.100	ESBOA	2.010	24,81	Oui	ICTU	EPSU, CES, ISP		
		SIPTU	550	6,79	Oui	ICTU	EPSU, EMCEF, CES		
Italie	112.891	FNLE	29.020	26%	Oui	CGIL	EPSU, CES, ISP		
		FLAEI	28.508	25%	Oui	CISL	EPSU, CES, ISP		
Luxembourg	700	OGB-L(II)	210	30%	Oui	CGT-L	EPSU, CES, ISP		
Pays-Bas	35.000	ABVAKABO	16.000	46%	Oui	FNV Bondgenoten	EPSU, CES, ISP		
		CFO	3.488	10%	Oui	CNV	EPSU, Eurofedop, CES		
Portugal	13.900	SINDEL	5.900	50%	Oui	UGT	EPSU, EMCEF, ICEM, ISP, CES		
		AEEU	34.000	50%	Oui	TUC	EPSU, EMCEF, IFC, CES, ISP		
		GMB	10.000	14.6%	Oui	TUC	EPSU, EMCEF, CES, ISP		
		PROSPECT	NA	NA	Oui	TUC	EPSU, CES, ISP		
		TGWU	5.000	7%	Oui	TUC	EPSU, EMCEF, CES, ISP		
Royaume-Uni	68.400	UNISON	30.000 ³⁴	NA	Oui	TUC	EPSU, CES, ISP		
		SEKO	6.000	90%	Oui	LO-S	EPSU, EMCEF, IMCEF, CES, ISP		
		Kommunal	400	>90%	Oui	LO-S	ETUC, EPSU, ISP		
		SK	500	>90%	Oui	LO-S	EPSU, IMCEF, ISP, CES		
Suède	26.000	SKTF	6.000	80-90%	Oui	TCO	EPSU, UNI-Europa, EUROCADRES, CES, ISP		

Notes : (I) 1-Valtion Ammattiliiton Val Statens Fackförbund, 2- Union of Professional Workers et 3- State Employees sont tous les trois affiliés à l'EPSU. Ils ne figurent pas dans le tableau en raison de leur petit nombre d'affiliés et parce qu'ils ne participent pas à la négociation collective pour le secteur de l'électricité. (II)- Au Luxembourg, c'est CGT-L

³⁴ Salariés des secteurs de l'eau et du gaz inclus.

qui est membre direct de l'EPSU bien que ce soit OGB-L qui participe à la négociation collective du secteur. Ces organisations sont toutefois pratiquement identiques.

L'EPSU compte dans le secteur de la production et de la distribution d'électricité, 29 membres répartis au sein de tous les pays de l'Union européenne, à l'exception de l'Espagne et de la Grèce. Nous soulignons à nouveau qu'il s'agit uniquement du secteur de l'électricité, les membres EPSU relevant d'autres secteurs d'activité n'étant pas pris en considération. Ensemble, les 29 membres de l'EPSU englobent près de 330.000 salariés.

Commentaires

Il n'existe pas de contestation de la représentativité d'EPSU. Une grande partie des intérêts du secteur sont représentés par les membres nationaux de l'EPSU. La représentation de ces intérêts ne semble pas entrer en conflit avec celle de l'EMCEF. Certains membres de l'EPSU sont également affiliés à l'EMCEF : c'est le cas de *SiD* au Danemark, *FNSPIEG* et *FNME* en France, de *SIPTU* en Irlande, de *SINDEL* au Portugal, de *AEEU*, *GMB* et *TGWU* au Royaume-Uni, et de *SEKO* en Suède.

3.3.3 Reconnaissance

1. L'EPSU représente les intérêts des syndicats des secteurs public et privé de la production et la distribution de l'électricité avec l'EMCEF. Tous les membres de l'EPSU relevant de ce secteur sont en effet impliqués dans la conclusion de conventions collectives ou dans la conclusion d'accords avec la direction des entreprises du secteur.

2. Tous les membres nationaux de l'EPSU sont affiliés de manière indirecte à la *Confédération européenne des Syndicats –CES* en raison de la qualité de fédération membre de la CES ainsi que via les organisations centrales nationales auxquelles les membres de l'EPSU sont affiliés.

3. Certains syndicats nationaux du secteur participent à la conclusion d'accords mais ne sont affiliés ni à l'EPSU, ni à l'EMCEF. il s'agit alors de voir si ces organisations sont affiliées à une autre organisation européenne.

Pays	Salariés	Membres	Affiliés	NC	Affiliation nationale	Affiliations internationales – indirectes
Allemagne	251.883	CGBCE	3.900	Oui	CGB	<i>CESI</i>
Autriche	25.000	GPA	NA	Oui	ÖGB	UNI-Europa, <i>CES</i>
Belgique	16.000	CCSP	NA	Oui	CSC	<i>CES</i>
		CGSLB	500	Oui	Non	<i>CESI</i>
		CNC	1.400	Non(I)	Non	<i>CEC</i>
Danemark	10.435	DFE	20	Oui	KTO, STK	<i>CES</i>
		Kontraktorforening	3	Oui	FTF, KTO	ECBP, <i>CES</i>
		LH	748	Oui	KTO, STK	<i>CEC</i>
		MMF	520	Oui	KTO	<i>FECER, CEC</i>
		ID	NA	Oui	AC, KTO	EMF, FEANI
		HK Industri	706	Oui	COIndustri, LO	<i>EMF, IMF, UNI-Europa, CES</i>
Espagne	43.400	KLF	NA	Oui	FTF, KTO, STK	<i>CES</i>
		FTE	2.500	Oui	USO	FMTI, <i>CMT</i>
		SIE	1.700	Oui	Non	Non
Finlande	15.000	CC	1.000	Oui	CC	<i>CEC</i>
		METAL	300	Oui	SAK	<i>CES</i>
		SK	400	Oui	STTK	<i>CES</i>
		STAF	20	Oui	STTK	<i>CES</i>
France	136.281	KTN	600	Oui	STTK	<i>CES</i>
		FIEG	7.500 (II)	Oui	CFE-CGC	<i>FECER, CEC</i>
Irlande	8.100	ATGWU	3.500	Oui	ICTU	<i>CES</i>
		TEEU	NA	Oui	ICTU	<i>CES</i>
		MSF	1.100	Oui	ICTU	<i>CES</i>
		AEEU	150	Oui	ICTU	<i>CES</i>
		UCATT	28	Oui	ICTU	<i>CES</i>
		BATU	<5	Oui	ICTU	<i>CES</i>
Pays-Bas	35.000	VMHPN	700	Oui	CMHF, MHP	<i>CES</i>
Portugal	13.900	FSTIEP	28.000	Oui	CGTP	<i>CES</i>
		SIESI	2.000	Oui	FSTIEP, <i>CGTP</i>	<i>CES</i>
		SIEC	700	Oui	FSTIEP, <i>CGTP</i>	<i>CES</i>
		STIEN	1.600	Oui	FSTIEP, <i>CGTP</i>	<i>CES</i>
Suède	26.000	Ledarna	4.409	Oui	Non	<i>CEC</i>

Notes :

(I) CNC ne négocie que lorsqu'il s'agit des cadres.

(II) comprend les salariés du secteur de l'électricité et du gaz.

Mis à part les cas d'affiliation indirecte à la *Confédération européenne des Syndicats –CES*, on relève des affiliations directes et indirectes (via la *FECER*) à la *Confédération européenne des Cadres –CEC*. On constate également deux affiliations, directe dans le cas belge et indirecte en Allemagne, à la *Confédération européenne des Syndicats Indépendants –CESI*. Sans réellement entrer en concurrence avec l'EMCEF et/ou l'EPSU, on peut dire que certains syndicats impliqués dans l'activité conventionnelle échappent à la couverture de ces deux organisations européennes pour être récupérées par la CEC principalement. Les syndicats nationaux dans cette situation sont la *CNC* en Belgique, *LH* et *MMF* au Danemark, *CC* en Espagne, *FIEG* en France et *LEDARNA* en Suède. Il s'agit dans tous les cas de fédérations nationales de Cadres qui, même si elles ne sont pas impliquées directement dans les négociations du secteur, peuvent conclure des accords pour la catégorie spécifique qu'elles représentent.

3.3.4 Présence internationale

L'EPSU collabore étroitement avec la *Public Services International –PSI* qui constitue une entité distincte.

4. National summaries

4.1 Austria

Contextual data

Full liberalisation and, in consequence, processes of mergers and acquisitions are affecting the sector and all the activities gathered under NACE 40.1. Among the 400 companies, less than 150 are of major importance, employing 95% of all employees (23.750 employees).

Companies	Of which % without employees	Employees	Coverage
400	NA	25.000	+100%

Five collective agreements are in force within the sector. Concerning companies owned by the three communities (Vienna, Graz and Innsbruck), collective bargaining takes place within each company owned by those communities exception made of Vienna. This Community is entitled to conclude collective agreements thanks to the transformation of the companies' status from public authorities into business companies organised under the umbrella of a holding. For the community of Graz and Innsbruck, the sectoral association *Verband der Elektrizitätswerke Österreichs –VEÖ* in co-operation with other sub-units of the WKÖ, negotiates collective agreements. Small electricity companies owned by smaller local authorities stand outside the collective bargaining system. Three labour organisations are involved in collective bargaining each of them negotiating for a specific category of employees (employees of companies owned by local public authorities, and for the rest, distinction is made between blue and white collars).

Employers organisations negotiating collective agreements

Employers	Companies	Employees	Density	CB	National affiliation	International affiliation - indirect
Verband der Elektrizitätswerke Österreichs –VEÖ	143	23.750	95%	Yes	No	EURELECTRIC, CEEP

Notes: - VEÖ is a voluntary sectoral employer association. It concludes all collective agreements except those concluded by the Viennese holding for its own companies.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees covered	Members*	Density	CB	National affiliation	International affiliation – indirect
Gewerkschaft Metall-Textil –GMT	Blue collars	NA - (220.000)	85%	Yes	ÖGB	EMCEF, ETUC, PSI
Gewerkschaft der Privatangestellten –GPA	White collars	NA - (298.044)	80%	Yes	ÖGB	UNI-Europa, ETUC
Gewerkschaft der Gemeindebediensteten –GDG	Local public authorities	NA - (176.623)	99%	Yes	ÖGB	EPSU, ETUC

Notes * Total membership figures. Specific sectoral data were not available for membership figures.

Bold = data from the national expert. Bold Italic = data from the European organisation Italic = our estimates

4.2 Belgium

Contextual data

Electrabel and *Société coopérative de production d'électricité –SPÉ* are the two electricity producers. The first one is a private company employing 14.000 workers. Only 27% of employees belong to production, the rest belonging to activities of distribution. Local public authorities are in charge of the distribution of electricity though they have no employees. People in those “intercommunales” actually work for *Electrabel*. The company *Electrabel* and employers’ organisation *Union des exploitations électriques et gazières en Belgique –UEGB* are closely linked since the former is the only member of the latter.

Establishments	Of which % <10 employees	Of which % >100 employees	Employees	Coverage
59	23	15	6.997	100%

Companies (Employers)	Of which % <10 employees	Of which % >100 employees	Employees	Coverage
12	6	3	16.000	100%

Collective bargaining is differentiated on basis of the category of employees concerned: on the one hand, employees in the private sector and on the other hand, employees from the public sector. For the private sector, collective bargaining takes place within the Joint Committee 326.

Employers organisations negotiating collective agreements

Employers	Sub-sector	Companies	Employees	Density	CB	National affiliation	International affiliation – indirect
Union des exploitations électriques et gazières en Belgique –UEGB	Electricity and gas	1 ³⁵	14.000*	NA	Yes	FEB	UNICE

Notes:

* This figure refers to overall employees of the only company affiliated to UEGB, Electrabel.

Companies

ELECTRABEL, the most important company in the sector, is affiliated to *EURELECTRIC*.

³⁵ The only company member of UEGB is Electrabel.

Société Coopérative de production d'Électricité –SPE is affiliated to CEEP.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Members	Density*	CB	National affiliation	International affiliation – indirect
Gazelco	5,000	40.27%	Yes	CGSP, FGTTB	EPSU, ETUC, ISP
Administrations locales et régionales –ALR	NA	NA	Yes	CGSP, FGTTB	EPSU, ETUC, ISP
Centrale nationale des employés –CNE	820**	11.7%	Yes	CSC	EMCEF, ETUC
Fédération des électriciens et des gaziers –FEG***	6,400****	46.04%	Yes	CCMECC–LBC–NVK, CSC	EMCEF, ETUC
Syndicat des Employés, Techniciens et cadres -SETCA	NA	NA	Yes	FGTTB	EMCEF, ETUC
Centrale chrétienne des services publics –CCSP ³⁶	NA	NA	Yes	CSC	ETUC
Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique –CGSLB	500	1.7%	Yes	Nonm	CESI
Confédération nationale des cadres –CNC	1,400	NA	No+	Non	CEC

Notes

* The figures are established on ground of Joint Committee 326, which concerns electricity AND gas production. Nevertheless, since the proportion of workers relieving from gas activities is rather low, we can consider that estimates are close to reality.

** According to Trade union, it represents 11.7% of the whole employees of the sector.

***Fédération des électriciens et des gaziers -FEG is the result of a co-operation between LBC-NVK and CCMEC, two trade unions both affiliated to European organisation EMCEF.

**** Gas plus electricity.

+ CNC does not take part in collective bargaining within the joint Committee 326 but is involved in negotiations about managerial staff within Electrabel.

Bold = data from the national expert.

Bold Italic = data from the European organisation

Italic = our estimates

³⁶ Discussions are taking place between EPSU and CCSP regarding a possible affiliation. (Source : EPSU)

4.3 Denmark

Contextual data

The sector includes activities gathered under NACE40.1: electricity production and distribution.

Companies	Of which without employees	% Companies 10 employees	% companies >100 employees	Employees	Coverage
2.662 ³⁷	392	89.71% (2.388)	0.71% (19)	10.435	90%

For private companies, collective bargaining takes place between sectoral organisations DI and CO-Industri and have a pace-setting influence for other agreements in the private sector. Exception is made for specific unions that bargain at company level concerning wage and working conditions. Public municipal energy sector is characterised by processes of privatisation and mergers. In consequence, only few companies are still municipal. Negotiations in this sub-sector take place between a cartel of trade unions and *Kommunernes Landsforening* –KL that also bargains with the single organisations about specific agreements.

Employers organisations negotiating collective agreements

Employers	Type of companies covered	Companies covered	Employees	Density	CB	National affiliation	International affiliation – indirect
Dansk Industri –DI	Industrial companies	5.800	NA	NA	Yes	DA	UNICE
Kommunernes Landsforening –KL	Municipal power stations	30	NA	100%	Yes	DEF	<i>EURELECTRIC</i> , CEMR, CIRAE, CEEP, IULA
Københavns Kommune –KK	Municipal power station	1	1.000 ³⁸	100%	Yes	DEF	<i>EURELECTRIC</i> , CEEP, WEC
Frederiksberg Kommune –FK	Municipal power station	1	180	100%	Yes	DEF	<i>EURELECTRIC</i> , CEEP

Trade association affiliated to EURELECTRIC

Association	Members	Employees	CB	National affiliation	International affiliation – indirect
Danske Energiselskabers Forening –DEF	14	9.189	No	DI	<i>EURELECTRIC</i> , <i>UNICE</i>

Danske Elseskabers Arbejdsgiverforening is an umbrella organisation represented in DI that does not take part in collective bargaining. It has left the representation in EURELECTRIC to DEF.

³⁷ Of which 2.630 are private companies and 32 are municipal ones.

³⁸ Including gas employees.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees covered	Members	Density	CB	National affiliation	International affiliation – indirect
Dansk Elforbund –DEF	Electricians	1.800	17.25%	Yes	CO-Industri, KTO, LO	EMCEF, EFS, EBTf, ECEM, EMF, UNI, IBTU, ISK, ETUC
Specialarbejderforbundet i Danmark –SID	Blue collars	2.500	23.96%	Yes	CO-Industri, KTO, LO	EMCEF, EPSU, ICEM, ETUC, PSI
Dansk Metal –DM	Blue collars	1.000	9.58%	Yes	CO-Industri, KTO, LO	EPSU, EMF, IMF, ETUC, PSI
Dansk Formand Forening –DFF	Foreman	20	0.19%	Yes	KTO, STK	ETUC
Konstruktørforening	Constructor	3	NA	Yes	FTF, KTO	ECBP, ETUC
Ledernes Hovedorganisation –LH	Managers	748	7.17%	Yes	KTO, STK	CEC
Maskinmestrenes Forening –MMF	Engineers	520	4.98%	Yes	KTO	FECER
Teknisk Landsforbund –TL	Technicians	516	NA	Yes	CO-Industri, STK, KTO, GIMFK, LO	EPSU, ETUC, UNI, ISKA
Forbundet af Offentligt Ansatte –FOA	Foremen, blue collars	150	1.44%	Yes	KTO, LO, DKK	EPSU, ETUC, ISKA
Ingeniørforbundet i Danmark –ID	Engineers	NA	NA	Yes	AC, KTO	EMF, FEANI
HK-Industri	White collars	706	6.77%	Yes	CO-Industri, LO	ETUC, EMF, IMF, UNI-Europa
Kort-og Landmalereteknikernes Forening –KLF	Surveyors	NA	NA	Yes	FTF, KTO, STK	ETUC
Dansk Funktionærforbund –DF	Managerial staff	NA	NA	NA	LO	EMCEF, ETUC

Notes:

KTO is a negotiation cartel shaped by trade unions of the public municipal sector: DEF, SID, DM, DFF, Konstruktørforening, LH, MMF, TL, FOA, ID and KLF.

Bold = data from the national expert.

Bold Italic = data from the European organisation

Italic = our estimates

4.4 Finland

Contextual data

This sector currently gathers activities under NACE 40.1 (electricity production and distribution). Six years after liberalisation of electricity Industry, employment has fallen from 23.000 to 15.000.

Companies	Of which % without employees	% companies <10 employees	%companies >100 employees	Employees	Employees full employment (%)	Employment in companies <10 employees	Employment in companies >100 employees	Coverage
150	0	5%	30%	15.000	95%	1.000	14.000	95%

Employers' organisation FINERGY negotiates three collective agreements for private companies, one for electric sector workers, one for electric workers in the metal sector and one for white collars. The other two, *Energia – alan työntäjäyhdistys –ET* and *Kunnallinen työmarkkinalaitos –KT* negotiate each one collective agreement, one for privatised companies and the other one for local public companies.

Employers organisations negotiating collective agreements

Employers	Type of companies covered	Companies	Employees	Density	CB	National affiliation	International affiliation - indirect
<i>Energia –alan Keskusliitto –FINERGY</i>	Private energy companies	104	9.000	100%	Yes	TT	EURELECTRIC, UNICE
<i>Energia –alan työntäjäyhdistys –ET</i>	Privatised municipal energy companies	35	3.000	100%	Yes	No	No
<i>Kunnallinen työmarkkinalaitos –KT</i>	Municipal energy companies	22	3.000	100%	Yes	No	No

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees	Members	Density	CB	National affiliation	International affiliation – indirect
Sähköliitto	Blue collars	4.700		Yes	SAK	EMCEF, ETUC
Metalliliitto	Blue collars	300		Yes	SAK	ETUC
Teknisten Liitto –TL	White collars	2.000		Yes	STTK	EMCEF, ETUC
Suomen Konepäällystöliitto –SK	White collars	400		Yes	STTK	ETUC
Svenska Tekniska Funktionsförbundet i Finland –STAF	White collars	20		Yes	STTK	ETUC
Suoman Teollisuus toimihenkilöiden Liito – STL	White collars	1.200	95%	Yes	STTK	EMCEF, ETUC
Kuntien Teknisten Neuvottelujärjestö –KTN	White collars	600		Yes	STTK	ETUC
Kunta-alan ammattiliitto –KTV*	Blue collars	2.100		Yes	SAK	EPSU, ETUC, PSI
Kunnallissivkamesiliitto –KVL *	White collars	100		Yes	STTK	EPSU, ETUC, PSI
Ylempien toimihenkilöiden neuvottelujärjestö –YTN	White collars	300		Yes	AKAVA	EPSU, ETUC, PSI

Notes

* There is a formal cooperative body between KTV and KVL, *Kunta –Alan Unioni*. Its members therefore includes the workers affiliated to KTV and KVL

- *Valtion Ammattiliiton-Val-Statens Fackförbund, Union of Professional Workers and Joint Organisation of State Employees* are affiliated to EPSU. They are not in the table since they have a very small number of members in the electricity sector and that they are not involved in collective bargaining.

- *INSINÖÖRLIITTO* and *TEKNIKAN AKATEEMISTEN LIITTO – TEK* are two EMCEF members. They are making a recommendation via their negotiation organisation, YTN, which is involved in collective bargaining.

Bold = data from the national expert.

Bold Italic = data from the European organisation

Italic = our estimates

4.5 France

Contextual data

Employers	Employees	Self employed
396	136.281	257

Source: INSEE/ Employment Survey 1999.

Since recently, *Electricité de France –EDF* was the only representative of electricity Industry. The employers' organisation *Union Française de l'Electricité –UFE* has been recently created to take part in sectoral collective bargaining and have in charge several aspects regarding the sector. EDF is now integrated in UFE with the other companies of the sector.

Employers organisations negotiating collective agreements

Employers	Type of companies covered	Companies	Employees	Density*	CB	National affiliation	International affiliation - indirect
<i>Union française de l'électricité –UFE</i>	All	396*	NA	NA	Yes	NA	NA

Notes:

* The 396 companies of the sector are gathered in 6 organisations representing 3 kinds of operators: -**local companies** with the *Syndicat professionnel des entreprises d'électricité –ELE* and *Union nationale des entreprises locales de l'électricité et du gaz –UNELÉG*; -**private companies** with the *Groupeement des producteurs autonomes d'énergie hydroélectrique –GPAE*; *Société d'investissements industriels et financiers Energie –SIIF*; *Suez-Lyonnaise des Eaux –SIdE* and *Syndicat des Energie renouvelables –SER*; - **public companies** with *Electricité de France –EDF*; *Société Nationale d'électricité et de Thermique –SNET* and *Société Hydro-électrique du Midi –SHEM*.

The company *Electricité de France –EDF* employs 116.000 workers that represent 85% of total employment of electricity sector. EDF is a member of European organisations EURELECTRIC and CEEP.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees	Members	Density	CB	National affiliation	International affiliation - -indirect
Fédération chimie –énergie –FCE	White collars, managerial staff	25.000	18,34%	Yes	CFDT	EMCEF, IMCEF, ETUC
Fédération nationale des syndicats du personnel des industries électriques et gazières –FNSPIEG	All	2.100³⁹	1,54%	Yes	CTIC	EMCEF, EPSU, ETUC, PSI
Fédération Nationale Mines Energie –FNME	All	30.500	22,38 ⁴⁰	Yes	CGT	EMCEF, EPSU, ETUC, PSI
Fédération Nationale de l’Energie et des Mines -FNM -FO	All	NA	NA	Yes	FO	EPSU, EMCEF, ETUC, PSI
Fédération des Industries Energétiques et Gazières –FIEG	Managerial staff (“cadres”)	7.500*	5,5%	Yes	CFE-CGC	FECER, CFC

Notes:

(I) La *Fédération Energie Mines & Activités Connexes –FEMAC –CTFC* is a member of European organisation EMCEF. Since it gathers members from energy industry except those from electricity and gas, we did not mention it in this table.

(II) *Fédération Interco* is affiliated to EMCEF. This federation covers several activities including employees from public central administrations (Ministries, ...), employees from regional and local administrations, ...

* The figure gathers data both from electricity and gas sectors.

Density is the ratio between affiliates or employees covered of an organisation and the total employees of the sector.

Bold = data from the national expert.

Bold Italic = data from the European organisation

Italic = our estimates

³⁹ This data include people working in gas industry. Data concerning electricity sector only are not available.

⁴⁰ In comparison with EDF employees, this trade union represents 26%.

4.6 Germany

Contextual data

Companies	Of which % without employees	% companies <10 employees	% companies >100 employees	Employees	% employment in companies <10 employees	% employment in companies >100 employees	Coverage
1.350	8.4%	33.6%	20.3%	251.883	0.5%	93.5%	+100%

Source : Federal Statistical Office, 1999.

In december 2000, a separate agreement for blue and white collar employees in the local public utilities was concluded called *Tarifvertrag Versorgungsbetriebe –TV-V*. TV-V covers about 100.000 blue and white collar employees in 700 local public utilities in East and West Germany. This agreement replaces the former one for blue and white collars employees in the local public utilities. The TV-V comes into force on April 2002 but can be applied since January 2001. It is valid for employees in legally independent utilities already covered by the *Betriebsverfassungsgesetz –BetVG* (Works Constitution Act) that regularly employ more than 20 employees entitled to vote for a work council and that are affiliated to an employers' organisation organised in the *Vereinigung der Kommunalen Arbeitgeberverbände –VKA* for the employers' side and the *Gewerkschaft Öffentliche Dienste, Transport und Verkehr –ÖTV* and the *Deutsche Angestelltenengewerkschaft –DAG* on the employees side.

Besides the TV-V, which is valid for the local public utilities, there are 12 collective agreements at company and group level. Bargaining partners are ÖTV, DAG and the *IG Bergbau, Chemie, Energie –IGBCE*, on the employees' side, and the *Vereinigung der Arbeitgeberverbände energie und Versorgungswirtschaftlicher unternehmen –VAEU*. VAEU is a federation of five regional employers' associations that are involved in collective bargaining only in the minority of cases and often at least supported by a representative of the VAEU.

Employers organisations negotiating collective agreements

Employers	Type of companies covered	Companies	Employees	Density	CB	National affiliation	International indirect affiliation
Vereinigung der Kommunalen Arbeitgeberverbände –VKA	Local public utilities	600-900	100.000	>90%	Yes	GÖW, BDA	UNICE
Vereinigung der Arbeitgeberverbände energie und versorgungswirtschaftlicher Unternehmen –VAEU	Regional and interconnected utilities	276	120.000	+90%	Yes	GÖW, BDA	UNICE
Arbeitgeberverband Energie	Regional –Rhine/land Palatinate	10(1)			Yes	VAEU	
Arbeitgebervereinigung bayerischer Energieversorgungsunternehmen	Bavaria	58(1)			Yes	VAEU	
Arbeitgebervereinigung energiewirtschaftlicher Unternehmen –AVE	Northern Germany	62(1)		NA	Yes	VAEU	
Arbeitgeberverband von Gas, Wasser und Elektrizitätsunternehmen –AGWE	Northern, Westphalia, Saarland	35(1)			Yes	VAEU	
Arbeitgeberverband energie und versorgungswirtschaftlicher Unternehmen –AVEU	East Germany	111(1)			Yes	VAEU	

Notes: (1) These data refer to VAEU figure above.

Interest organisation

The association *Verband der Elektrizitätswirtschaft –VDEW* is a pure interest association not involved in collective agreement. This association organises 752 firms in the sector. VDEW is affiliated to **EURELECTRIC** and **CEEP**.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees covered	Members	Density	CB	National affiliation	International affiliation –indirect
Vereinte Dienstleistungsgewerkschaft – Ver.di	Public and private	108.000	43%	Yes	DGB	EPSU, UNI-Europa, CES, PSI
IG Bergbau, Chemie, Energie –IGBCE	Private	20.000	17%	Yes	DGB	EMCEF, ICEM, ETUC
Christliche Gewerkschaft Bergbau, Chemie, Energie –CGBCE	Public and private	3.900	2%	No ⁴¹	CGB	CESI

Notes : Density rate is the ratio between the total number of employees of the sector and the number of affiliated members. Bold = data from the national expert - Bold italic = data from the European organisation - Italic = our estimates

⁴¹ Does not sign collective agreements in the electricity sector

4.7 Greece

Contextual data

The *Public Power Corporation -DEI* is one of the largest companies in Greece.

Companies	Employees	Coverage
1	32.900	+ - 100%

Notes: There is one mother company and three subsidiaries beside it.

There is one collective agreement in force within the sector, negotiated every year between the management of the company *Public Power Corporation -DEI* and the union *GENOP-DEI*.

Companies

Employers	Type of company	Companies	Employees	National affiliation	International affiliation – indirect
Public Power Corporation -DEI	Public	1	32.900	NA	EURELECTRIC, CEEP

Notes:

Since recently, DEI had the monopoly of producing and distribution electricity. The liberalisation process is closely monitored by an independent institution, the Energy Regulatory Authority, which has already issued 30 licences to private companies entering the competition. Another independent company, DESMI, is now responsible for the distribution of electricity.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees covered	Members	CB	Density	National affiliation	International affiliation - indirect
Geniki Omospondia Prosopikou - GENOP -DEI	All	26.000	Yes	78%	GSEE	EMCEF, ICEM, ETUC

Notes:

Bold = data from the national expert.

Bold Italic = data from the European organisation

Italic = our estimates

4.8 Ireland

Contextual data

Electricity sector (production and distribution –NACE 40.1) has been a regulated monopoly for over 70 years. The market has partially been liberalised (28%). Though 34 companies have been granted licences to generate or supply electricity, the most significant company in the sector is still the *Electricity Supply Board – ESB*. Amongst those 34 companies, it seems that a large majority is currently not operating in the electricity market at present.

Companies	Employees
35 ⁴²	8.100 ⁴³

Collective bargaining takes place with regard to the implementation of these pay increases at the company level in the ESB between management and trade union representatives.

Companies

Employers	Type of companies	Companies	Employees	National affiliation	International affiliation – <i>indirect</i>
Electricity Supply Board –ESB	Semi-state company	1	8.000	IBEC	EURELECTRIC, UNICE

Notes:

ESB does not conclude collective agreement but ESB managers take part in the conclusion of agreements with ESB trade unions' representatives.

There is no employer organisation specific to the sector though ESB is affiliated to IBEC, which plays a pivotal role in the national wage agreements and represents its members in negotiations with trade unions for negotiations at local level.

⁴² There is only one company actually operating at present in the sector. The 34 other companies are currently in the planning stages and not operating.

⁴³ Less than 100 people would be employees outside ESB.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of companies covered	Members	CB	Density	National affiliation	International affiliation – <i>Indirect</i>
The Amalgamated Transport and General Workers Union – ATGWU	Blue collars	3.500	Yes	43,21%	ICTU, TGWU	<i>ETUC, EPSU, PSI</i>
Electricity Supply Board Officers Association –ESBOA	White collars	2.010	Yes	24,81%	ICTU	EPSU, ETUC, PSI
Technical, Engineering and Electrical Union –TEEU	White collars	NA	Yes	Yes	ICTU	<i>ETUC</i>
Manufacturing Science Finance –MSF	White collars	1.000	Yes	12,35%	ICTU	<i>ETUC</i>
Services, Industrial, Professional and Technical Union –SPTU	Blue collars	550	Yes	6,79%	ICTU	EMGEF, EPSU, <i>ETUC</i>
The Amalgamated Engineering and Electrical Union –AEEU	Blue collars	150	Yes	1,85%	ICTU	<i>ETUC</i>
The Union of Construction, Allied Trades and Technicians –UCATT	Blue collars	28	Yes	<1%	ICTU	<i>ETUC</i>
The Building and Allied Trades Union –BATU	Blue collars	<5	Yes	<1%	ICTU	<i>ETUC</i>

Notes

ESB operates a *de facto* closed-shop approach to trade union membership. Thus, 82% of employees are unionised. The 18% which is non-unionised is comprised in contract workers and some employees in managerial positions.

Employees from other companies (less than 100 people) are, in general non-unionised.

Bold = data from the national expert.

Bold Italic = data from the European organisation

Italic = our estimates

4.9 Italy

Contextual data

The sector (NACE 40.1) gathers a large-scale firm, *Ente Nazionale per l'Energia Elettrica –ENEL*, that accounts for 70% of employment, and other companies, of which 114 are municipal ones that employ 12.400 workers. Processes of privatisation and liberalisation characterise the sector.

Companies	% Companies <10 employees	% companies >100 employees	Employees	% Employment in companies < 10 employees	% Employment in companies >100 employees
525	86.9%	4%	112.891	0.7%	98.1%

Source: Processed data from 1996 National Statistical Census.

ENEL signs the most important industry wide agreement, which, in a certain sense, is a company agreement. Employers' organisations sign other collective agreements in the sector and represent also other kinds of companies.

Employers organisations negotiating collective agreements

Employers	Type of companies covered	Companies	Employees	Density	CB	National Affiliation	International affiliations – indirect
FEDERELETRICA	Municipal companies	114*	12.400	100%	Yes	CISP EL	EURELECTRIC, CEEP
Associazione Produttori Indipendenti di energia Elettrica –ASSOLETRICA	Independent providers	NA**	1.900	NA	Yes	Confindustria	UNICE
Unione Nazionale Imprese Elettriche Minori – UNIEM	Small independent providers	NA***	400	NA	Yes	No	No

Notes:

* FEDERELETRICA is the only organisation for Municipal companies

** ASSOLETRICA gathers some of the most important Italian independent providers such as *Edison, Caffaro, Sisma, Megs*, ...

*** UNIEM represents some of the most important small providers of electricity such as *NoIama Imprese Elettriche, Società Elettrica Liparese*

Companies:

Ente Nazionale per l'Energia Elettrica –ENEL is affiliated to European organisation EURELECTRIC and to European organisation CEEP. ENEL signs the most important industry wide agreement in the sector.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees	Members	CB	National affiliation	International affiliations – indirect
Federazione Nazionale Lavoratori Energia –FNLE	All*	29,020	Yes	CGIL	EPSU, ETUC, PSI
Federazione Lavoratori Aziende Elettriche Italiane –FLAEI	All	28,508	Yes	CISL	EPSU, ETUC, PSI
Unione Italiana della Chimica dell'Energia e del Manifatturiero –UILCEM	All	(NA) 284,648**	Yes	UIL	EMCEF, ETUC

Notes

* Not only for the electricity sector.

** Total number of members, including also workers from a wide range of sectors, such as chemical or manufacturing industries. Electricity membership is not known.

Federazione Italiana Lavoratori Chimici e Affini –FILCEA –CGIL is affiliated to European organisation EMCEF. Since this Trade union is not relevant for electricity sector, we did not mention it in the table.

-1 - Vigili del Fuoco Firefighters Union –VVF , -2- UIL Sanità and -3- UIL Enti Locali are three trade unions that belong to EPSU but not to electricity sector.

Bold = data from the national expert.

Bold Italic = data from the European organisation

Italic = our estimates

4.10 Luxembourg

Contextual data

Companies	Employees	Coverage
2	700	NA

An agreement is concluded within CEGEDEL for blue collar only. Within the other company, SEO, there is one agreement for blue collar and another one for white collar.

Companies

Employers	Companies	Employees	CB	National affiliation	International affiliation –indirect
CEGEDEL	1	476	Yes	NA	EURELECTRIC
Société Electrique de l'Our -SEO	1	190	Yes	NA	EURELECTRIC

Notes:

There is no organisation representing employers' interests.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees	Members	CB	National affiliation	International affiliation –indirect
LCCB	All	NA	Yes	No	EMCEF, ETUC
OGB-L	All	210	Yes	CGT-L	EPSU, ETUC, PSI

Notes

Bold = data from the national expert.

Bold Italic = data from the European organisation

Italic = our estimates

4.1.1 Netherlands

Contextual data

Electricity Industry is part of the energy and public utilities sector. It is therefore difficult to distinguish data from the electricity sector in particular.

With the process of liberalisation of the European market as a whole, Dutch energy companies are no longer tied to a strictly defined market area, but do get the possibility of offering their products and services on new national and international markets.

Companies	Employees	%self-employed	Coverage
33 ⁴⁴	35.000 ⁴⁵	NA	+ - 100%

Since recently, the collective agreement for energy and public utilities has been restructured. A new framework agreement allows for the conclusion of 5 separate sectoral agreements including one for energy production and one for energy distribution. The employment conditions are laid down in those sectoral agreements. However, wage levels for each activity and job classification systems will be determined at company-level with the regional labour unions. The collective wage agreement is not generally extended. Application of the agreement is on a voluntary basis. Virtually, all the energy companies in the sector apply the agreement.

Employers organisations negotiating collective agreement

Employers	Type of companies covered	Companies	Employees	Density	CB	National affiliation	International affiliation - indirect
Werkgevers Verenigings Energie en Nutsbedrijven -WENB	Energy and public utilities companies	33 ⁴⁶	35.000	100%	Yes	VNO-NCW, AWWN	UNICE

Business association

ENERGIENED is a business interest association for the energy sector not involved in collective bargaining. Most energy companies affiliated to WENB are also members of *ENERGIENED*. *ENERGIENED* is affiliated to European organisation *EURELECTRIC* and to *CEEP*.

⁴⁴ Of which 4 large firms in the energy production, 4 large firms and 25 smaller ones (regionally organised) in the energy distribution.

⁴⁵ Of which 5.000 in the production of energy and 30.000 in the distribution of energy.

⁴⁶ WENB has a total of 55 members in the energy and public utilities sector as a whole.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees	Members	Density	CB	National affiliation	International affiliation -Indirect
ABVA KABO	Public sector	16,000		Yes	FNV Bondgenoten	EPSU, ETUC
CNV Bedrijvenbond	Industry	NA		Yes	CNV	EMCEF, ETUC
CFO	Public sector	3,488	NA(I)	Yes	CNV	EPSU, EUROFEDOP, ETUC
Vereniging Middelbaar en Hoger Personeel Nutsbedrijven -VMHPN	Managerial staff	700		Yes	CMHF, MHP	ETUC

Notes:

(I) Overall trade Union density is over 50%

(II) CNV and FNV Bondgenoten are direct members of European organisation EMCEF.

Bold = data from the national expert.

Bold Italic = data from the European organisation

Italic = our estimates

4.12 Portugal

Contextual data

Companies	Employees	Coverage
147*	13,900**	90% ⁴⁷

Notes:

* For the sub-sector of production and distribution of electricity, gas and steam water. (Source: GEPE-ME, based on "Statistiques des Entreprises" de l'Institut National de Statistiques)

** Source: Joint request for the creation of the Social dialogue Committee, 1999.

Companies negotiating agreements

Employers	Type of companies	Companies	Employees	Density	CB	National affiliation	International affiliation / or Indirect
Electricidade de Portugal –EDP	semi-public	NA	11,620 ⁴⁸	NA	Yes	AIP, ACP	EURELECTRIC, CEEP

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees	Members	Density	CB	National affiliation	International affiliation – Indirect
Sindicato Nacional de Energia –SINDEL	Technicians and administrative	5,900	50%	Yes	UGT	EMCEF, EPSU, ICEM, ISP, ETUC
Federação dos Sindicatos dos Trabalhadores das Indústrias Eléctricas de Portugal -FSTIEP	All	28,000	48%	Yes	CGTP-IN	ETUC
Sindicato das Indústrias Eléctricas do Sul e Ilhas –SIESI	All	2,000 ⁴⁹	NA	Yes	FSTIEP, CGTP-IN	ETUC
Sindicato das Indústrias Eléctricas do Centro –SIEC	All	700 ⁵⁰	NA	Yes	FSTIEP, CGTP-IN	ETUC
Sindicato das Indústrias Eléctricas do Norte –STIEN	All	1,600 ⁵¹	NA	Yes	FSTIEP, CGTP-IN	ETUC

Notes: **Bold** = data from the national expert; **Bold Italic** = data from the European organisation; *Italic* = our estimates

⁴⁷ Source : Employers' organisation EDP.

⁴⁸ For the whole group.

⁴⁹ Sourcez : Interview EDP made from the national expert.

⁵⁰ Source : Idem.

⁵¹ Source : Idem.

4.13 Spain

Contextual data

The sector gathers activities under NACE 40.1: production and distribution of electricity. Electricity sector is completely privatised except the distribution to domestic consumers that is still to be liberated (probably in 2003).

Companies	Of which % employees	% without employees	% companies <10 employees	% companies >100 employees	Employees	Employment in companies <10 employees	Employment in companies >100 employees	Coverage
1.067	42%	46%	3%	43.400	NA	2.000	95%	

There is no collective agreement in force within the sector, each corporate group negotiates its own agreement for all the companies belonging to the group. In other words, the sector is regulated by four corporate-company agreements negotiated with the respective union counterpart.

Employers organisations negotiating collective agreements

Employers	Type of companies	Companies	Employees	Density	CB	National affiliation	International affiliation – indirect
Asociación Española de la Industria Eléctrica – UNESA	All	4	30.000	NA	No	CEOE	EURELECTRIC, ECOBA, FORATOM, UNICE

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees	Members	Density	CB	National affiliation	International affiliation – indirect
Federación de Industrias Afines de UGT – FIA-UGT	All	10.000	23%	Yes	UGT	EMCEF, ETUC, CIOSL
Federación Minerometalúrgica de CCOO – FM-CCOO	All	7.000	16%	Yes	CCOO	EMCEF, ETUC, CIOSL
Federación de Trabajadores de la Energía de la Unión Sindical Obrera – FTE/USO	All	2.500	6%	Yes	USO	FMTI, CMT
Sindicato Independiente de la Energía – SIE	All	1.700	4%	Yes	No	No
Confederación de Cuadros – CC	Managerial staff	1.000	2.5%	Yes	CC	CEC
IGEKO – ELA	Basque territory	900	2%	No	ELA	EMCEF, ETUC, EPSU, PSI

Notes

Bold = data from the national expert.

Bold Italic = data from the European organisation

Italic = our estimates

4.14 Sweden

Contextual data

From a collective bargaining viewpoint, electricity sector includes activities gathered under NACE40.1 – production and distribution of electricity.

Companies	Of which % without employees	% companies <10 employees	% companies >100 employees	Employees	Employees (% full employment)	% employment in companies <10 employees	% employment in companies >100 employees	Coverage
953	65%	78%	4%	26.000	1.3%	2.2%	71.1%	>100%

Collective bargaining takes place both at sector and company level. There are four collective agreements within the private sector and 6 within the public sector. Beside those collective agreements, the sector includes also company agreements.

Employers organisations negotiating collective agreements

Employers	Type of companies	Companies	Employees	Density	CB	National affiliation	International affiliation – indirect
EnergiFöretagens ArbetsgivarFörening –EFA	Private	150	16.000	>80%	Yes	SAF	EURELECTRIC, UNICE
Kommunala Företagens Samorganisation –KFS	Public – Municipalities	200	11.000	>90%	Yes	No	EURELECTRIC, CEEP

Swedelec is a company affiliated to European organisation EURELECTRIC.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees	Members	Density	CB	National affiliation	International affiliation – indirect
Svenska Elektrikerförbundet –SEF	Blue collars / electricians	2.000	>90%	Yes	LO-S	EMCEF, IMCEF, ETUC
Facket för Service och Kommunikation –SEKO	Blue and white collars	6.000	90%	Yes	LO-S	EMCEF, EPSU, IMCEF, ETUC, PSI
Svenska Kommunalarbetsförbundet –Kommunal	Blue collars	400	>90%	Yes	LO-S	ETUC, EPSU, PSI
Sveriges Kommunaltjänstemannaförbund –SKTF	White collars, managerial staff	6.000	80-90%	Yes	TCO	EPSU, UNI-Europa, ETUC, EUROCADRES, PSI
Svenska Industritjänstemannaförbundet –SIF	White collars, managerial staff	6.400	>80%	Yes	TCO	EMCEF, UNI-Europa, ETUC, EUROCADRES
Sveriges Civilingenjörförbund –CF	White collars, managerial staff	980	80-90%	Yes	SACO	EMCEF, ETUC, EUROCADRES
Ledarna	Managerial staff	4.409	>80%	Yes	No	CEC

Notes: **Bold** = data from the national expert. **Bold Italic** = data from the European organisation *Italic* = our estimates

4.15 United Kingdom

Contextual data

Companies	Employees	Coverage
NA	68,400	61.4% ⁵²

The electricity industry was privatised in 1990 and since 1992, there has been no industry-wide collective bargaining. Therefore, there are no sector level industrial relations structures. Collective bargaining takes place at company level, which is a well-developed level from a collective bargaining viewpoint. A key feature within the sector is the further decentralisation of pay bargaining to business unit level. Most of collective bargaining bodies are single tables with all the unions together when negotiating with the employer.

Trade association

There is no employers' organisation involved in negotiation. *Electric Association* is the main umbrella organisation for the electricity sector. It is not involved in negotiations though this was its key role prior to privatisation in 1990. It represents the major electricity companies in the sector as well as an increasing number of smaller independent companies. Thirty companies are affiliated to EA. EA is a member of European organisation EURELECTRIC.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees	Members	CA	National affiliation	International affiliation – Indirect
Amalgamated Engineering and Electrical Union –AEEU	Skilled industrial workers	34.000	Yes	TUC	EPSU, EMCEF, IFC, ETUC, PSI
Engineering Managers Association –EMA	Professional staff	13.000	Yes	TUC	EMCEF, ETUC
PROSPECT⁵³	Professionals, nuclear industry	NA	Yes	TUC	EPSU, ETUC, ISP
General Municipal Boilermakers & Allied Trade Unions – All GMB	All	10.000	Yes	TUC	EMCEF, EPSU, ETUC, PSI
Transport and General workers' Union –TGWU	All	5.000	Yes	TUC	EMCEF, EPSU, ETUC, PSI
UNISON	Public	30.000*	Yes	TUC	EPSU, ETUC, PSI

Notes: * This figure includes workers in gas and water too. Bold = data from the national expert. *Bold Italic* = data from the European organisation *Italic* = our estimates

⁵² 61.4% of employees in the production and distribution of electricity are covered by a collective agreement that affected their pay and conditions of employment.

⁵³ In 2001 IPMS – (Institution of Professionals, Managers and Specialists), which had members in the nuclear industry merged with EMA - Engineers' and Managers' Association

5. Annexe

Acronymes mentionnés dans ce rapport

Acronyme	Pays	Organisation
BDA	DE	Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände
CCI	INT	Camera de Comercio Internacional
CCOO	SP	Comisiones Obreras
CEC	EU	Confédération européenne des cadres
CEEP	EU	Centre Européen des Entreprises à Participation Publique et des Entreprises d'intérêt économique Général
CEOE	SP	Confederacion Española de Organizaciones de Empresariales
CES	EU	Confédération Européenne des Syndicats
CESI	EU	Confédération européenne des syndicats indépendants
CFDT	FR	Confédération française démocratique du travail
CGIL	IT	Confederazione Generale Italiana del Lavoro
CGT	FR	Confédération générale du travail
CGT-L	L	Confédération générale du travail luxembourgeois
CGTP	PT	Confederação Geral dos Trabalhadores Portugueses
CIDA	IT	Confederazione Italiana Dirigenti d'Azienda
CISL	IT	Confédération Internationale des Syndicats Libres
CNV	NL	Christelijk Nationaal Vakverbond
Confindustria	IT	Confederazione Generale dell'Industria Italiana
CSC	BE	Confédération des syndicats chrétiens de Belgique
DA	DK	Dansk Arbejdsgiverforening
DGB	DE	Deutscher Gewerkschaftsbund
DI	DK	Dansk Industri
ECOBA	EU	Asociación Europea para el uso de Subproductos procedentes de Centrales Térmicas
EMCEF	EUR	European Mine, Chemical and Energy workers Federation
EPSU	INT	European Public Services Unions
ETUC	EUR	European Trade Union Confederation
EURELECTRIC	EUR	Union of the Electricity Industry
Eurochambres	EU	Association des chambres européennes de commerce et d'industrie
FECER	FR	Fédération européenne des Cadres de l'Energie et de la Recherche
FGTB	BE	Fédération générale du travail de Belgique
FIDES	INT	Federacion Interamericana de Empresas de Seguros
FIOST	INT	Fédération Internationale
FMTI	INT	Federación Mundial de Trabajadores de l'Industria
FNV	NL	Federatie Nderlandse Vakbeweging
FORATOM	EU	Europea Atomic Forum
IBEC	IE	Irish Business and Employers Confederation
ICFTU	INT	International Federation of Free Trade Union
ICTU	IE	Irish Congress of Trade Unions
IMCEF	INT	International Mine, Chemical and Energy Federation
IPS	INT	International Public Services
LCGB	L	Confédération des syndicats chrétiens du Luxembourg
LO	DK	Landsorganisationen i Danmark
LO-S	SW	Landsorganisation en i Sverige
MEDEF	FR	Mouvement des entreprises de France
MHP	NL	Vakcentrale voor Middelbaar en Hoger Personeel
SACO	SW	Sveriges Akademikers Centralorganisation
SAF	SW	Svenska Arbetsgivareföreningen
SAK	FI	Sumoen Ammatiliiitojen Keskujarietso
STTK	FI	Toimihenkilökeskusjarjetso
TCO	SW	Tjänstemännens Centralorganisation
TCO	SW	Tjänstemännens Centralorganisation
TUC	UK	Trade Union Confederation
UGL	IT	Unione Generale del Lavoro
UGT	SP	Union General de Trabajadores
UGT	PT	União Geral de Trabahadores
UIL	IT	Unione Italiana Lavoratori
UNI	INT	Union Network International
UNICE	EU	Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe
VNO-NCW	NL	Vereniging Nederlandse Ondernemingen –Nederlandse Christelijk Werkgeversverbond
WFII	INT	World Federation of Intermediaries if Insurance